

LES RAISONS DE L'ABSTENTIONNISTE...

Le mouvement libertaire a toujours préconisé l'abstentionnisme en matière électorale, et il continue à le préconiser, car, adversaire de toute pratique et de toute structure gouvernementale et de toute forme d'État, il ne peut que combattre un geste qui a pour but de constituer ou de renforcer les pouvoirs de l'État.

Cette attitude peut faire croire aux gens mal informés que nous nous abstenons de prendre part aux activités qui ont pour but d'organiser la vie sociale, d'en coordonner les activités, d'en préciser l'orientation. Rien n'est plus inexact.

Ne pas prendre part aux activités politiques, dans le sens classique et déjà traditionnel que l'on donne au mot «*politique*» ne signifie pas rester en marge de la lutte pour le progrès social. La société humaine a évolué, au long des siècles, grâce à de nombreux efforts, dont la plupart de sont déployés en dehors de l'État, en dehors du Gouvernement, et le plus souvent contre le Gouvernement et contre l'État.

L'histoire officielle et l'éducation autoritaire que l'on nous a données peuvent porter à croire qu'il faut absolument entrer dans l'orbite gouvernementale pour faire œuvre utile. Mais, plus que la politique des lois, des empereurs et des ministères républicains, l'œuvre des paysans et des ouvriers, des artisans, des techniciens, des savants, des artistes a été la cause du maintien et du développement matériel et intellectuel de la société. Et cette œuvre, depuis la domestication des animaux par la femme primitive, jusqu'aux découvertes de la mécanique ondulatoire, a été et est l'œuvre de l'ensemble de l'humanité.

Dans le domaine de la liberté, il en a été de même. Prenons l'exemple de la Révolution française. Elle fut à la fois le résultat de la formation de la bourgeoisie par l'évolution de la technique, ce qui ne fut pas l'œuvre de Louis XIV, de Louis XV ni de Louis XVI, et des encyclopédistes, qui n'agirent pas grâce au gouvernement de leur époque, mais contre ce gouvernement.

Puis vint la Révolution, qui ne fut pas non plus une œuvre gouvernementale, mais antigouvernementale, puisqu'elle détruisit la monarchie, et qui fut interrompue dans son évolution beaucoup plus par la lutte des partis de gouvernements, par les disputes et les excès du pouvoir, que par les simples activités humaines.

Lorsque nous recommandons l'abstention électorale, nous ne recommandons donc pas l'abstention sociale. Au contraire. Au lieu d'appeler les hommes tous les quatre ou cinq ans à déléguer leur volonté en la personne de députés qui la trahissent inmanquablement, puis de leur dire de rentrer chez eux pendant quatre ou cinq ans, ce qui est pratiquement une abstention véritable, nous leur disons qu'ils doivent, tous les jours, intervenir directement dans la recherche et l'application des solutions que réclament les problèmes qui se posent à la société moderne.

La participation aux élections n'est qu'un simulacre d'intervention. On persuade ainsi au citoyen qu'il fait tout ce qu'il doit faire en mettant un bulletin de vote dans une urne. On crée en lui l'illusion de l'intervention. Quant à nous, nous lui disons qu'il doit prendre une part active et directe à tout ce qui l'intéresse.

Notas disons que les producteurs, manuels et intellectuels, ouvriers et techniciens doivent s'occuper des problèmes de la production.

Nous disons que les consommateurs, sans exception, doivent résoudre les problèmes de la consommation.

Nous disons que les pédagogues, les membres du corps enseignant doivent s'occuper des problèmes de l'enseignement.

Nous disons que les travailleurs des moyens de transports, de l'ingénieur au garde-barrière, doivent s'occuper de l'Organisation de ces moyens de transports. Et ainsi pour tout.

Toutes ces activités, qui n'ont rien à voir avec la politique, sont du ressort des organisations économiques, techniques, spécialisées. Et même les solutions intermédiaires doivent être le fait dès intéressés eux-mêmes.

Si, répondant à notre appel, les consommateurs s'unissaient pour créer des coopératives et des groupements d'achat sur tout le territoire de la France et des autres pays, l'exploitation par le petit commerçant et le grossiste disparaîtrait bientôt. Mais tant que l'on demandera au gouvernement de résoudre ces problèmes, le mal ne fera qu'empirer. L'augmentation formidable du nombre de patentes commerciales données par l'État prouve que celui-ci, loin de favoriser le dénouement d'une crise qui s'accroît chaque jour, ne fait qu'en faciliter l'aggravation.

Dans les pays où une solution, même imparfaite, a été possible, grâce, apparemment, aux mesures gouvernementales, le fait est que c'est l'initiative publique, la moralité publique qui en ont assuré le succès et que, la plupart du temps, ces initiatives n'auraient pas été prises sans les réclamations de l'opinion.

Les meilleures mesures gouvernementales échoueront totalement là où l'initiative générale, la moralité collective sont incapables d'en assurer le succès. En France, beaucoup de décrets et de lois, de mesures de toutes sortes ont été édictés, lancés, pris, et tout ne fait que s'aggraver. Jamais l'impuissance gouvernementale ne s'est accusée à un tel point.

Ce qui triomphe, c'est le marché noir des paysans et des commerçants. C'est l'initiative privée, mais la mauvaise initiative. Là où, comme en Angleterre, au Danemark et en Suède, le coopératisme, qui est souvent sans le savoir, une des formes libertaires de l'économie, est observé dans ses principes, la solution des problèmes économiques posés par la guerre sera beaucoup plus rapide. Quoique dans les limites imposées par l'ordre capitaliste.

Nous constatons aujourd'hui deux caractéristiques de l'attitude gouvernementale dans le chaos de l'économie: l'impuissance et la complicité. Quand les efforts sont sincères, ils n'aboutissent pas, malgré une armée de contrôleurs, de surveillants, d'inspecteurs, de commissaires, de bureaucrates innombrables. Et, le plus souvent, c'est grâce aux complicités officielles, aux différents stades de l'appareil étatique, que le chaos est maintenu et ne fait que s'aggraver.

Si les consommateurs étaient capables de s'associer pour acheter eux-mêmes, et directement, les produits dont ils ont besoin, s'ils se mettaient directement en contact avec les paysans qui, aujourd'hui, font aussi du marché noir, car la marge formidable de bénéfices des intermédiaires ne peut que les inciter à augmenter, eux aussi, leurs bénéfices.

Si, au lieu de se confier aux politiciens, les travailleurs cherchaient, par leur organisation propre, à améliorer leur condition économique, à éliminer le patronat, le changement de leur condition serait beaucoup plus sûr et plus rapide. Mais la paresse, la domestication de l'esprit et de la volonté, l'habitude d'une fausse intervention dans les affaires publiques que donnent les élections, paralysent l'action des hommes.

Ce n'est donc pas pour qu'ils s'abstiennent de prendre part aux activités progressives de la société que nous leur disons de boycotter les élections, mais pour qu'ils ne soient pas complices de cet appareil paralysateur ou régressif qu'est l'État, et pour, au contraire, qu'ils interviennent d'une façon plus directe et plus efficace.

Robert LEFRANC.
